



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le

25 JUIL. 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17 juin 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES de SOUPPES

Hameau le Coqueluchon
77460 Souppes-Sur-Loing

Références : E25-1864
Code AIOT : 0006506603

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 juin 2025 dans l'établissement CARRIERES de SOUPPES implanté Hameau le Coqueluchon sur la commune de Souppes-sur-Loing (77460). L'inspection a été annoncée le 13 juin 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES de SOUPPES
- Hameau le Coqueluchon – Souppes-sur-Loing (77460)
- Code AIOT : 0006506603
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière exploitée à Souppes-sur-Loing par la société Carrières de Souppes est une carrière de pierres calcaires ornementales qui existe depuis les années 1970.

L'arrêté préfectoral n° 04 DAI 2 M 019 du 10 mai 2004 permet à la société Carrières de Souppes d'exploiter une carrière de pierres de taille et de matériaux calcaires et une installation mobile de concassage de matériaux calcaires pour une durée de 30 ans.

Ce dernier a été complété par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020/DRIEE/UD77/068 du 2 novembre 2020 permettant à la société Carrières de Souppes d'utiliser des apports extérieurs inertes pour la remise en état de la première partie de la carrière « Carrière des Fours ».

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022/DRIEAT/UD77/143 du 07 décembre 2022 permet à la société Carrières de Souppes de poursuivre l'exploitation de la carrière avec une actualisation des garanties financières et un nouveau plan de phasage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article III-16	Demande d'action corrective	3 mois
7	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 07/12/2022, article 3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Volumes et tonnages maximaux	Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article I.3	Sans objet
2	Création d'un piézomètre de surveillance	Arrêté Préfectoral du 02/11/2020, article 1	Sans objet
3	Épaisseur d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article III-9	Sans objet
4	Front d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/01/2004, article III-10	Sans objet
5	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 02/11/2020, article III-15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées propose au Préfet de Seine-et-Marne de demander à la carrière de Souppes :

- mettre en place, dans un délai de 3 mois, un portail à l'entrée de la piste menant à la carrière des Fours et à la carrière des 4 Arpents ainsi qu'à l'entrée de la carrière des Fours et s'assurer qu'après chaque passage, le portail soit refermé ;
- mettre en place, dans un délai de 3 mois, des pancartes indiquant le danger tout au long de la piste menant aux carrières ainsi qu'aux abords des zones de travaux ;
- formuler, dans un délai de 3 mois, un projet de modification des garanties financières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volumes et tonnages maximaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article I.3
Thème(s) : Autre, Tonnage maximal produit et extrait
Prescription contrôlée : [...] Volume et tonnage maximaux annuels de produits extraits : 8 846 m ³ soit 23 000 tonnes de pierres de taille et matériaux calcaires par an. Le volume maximal annuel extrait de pierres de taille est 1 730 m ³ , représentant un tonnage maximal annuel de 4 500 tonnes. Le tonnage maximal commercialisé en tant que granulats est limité à 18 500 tonnes par an.
Constats : Le volume et tonnage de l'année 2024 est de 7 019 m ³ soit 17 688 tonnes de pierres de taille et matériaux calcaires. Le volume de pierres de taille extrait de l'année 2024 est de 1 755 m ³ soit 4439 tonnes. Le granulats n'est pas commercialisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Création d'un piézomètre de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance piézométrique
Prescription contrôlée : À partir de ce piézomètre, l'exploitant fait procéder à une analyse initiale des eaux de la nappe sur les paramètres suivants (pH, MEST, DCO, hydrocarbures totaux, conductivité, sulfates, chlorures, métaux lourds, chlore, bore, nitrates). Puis, jusqu'au récolement de l'ensemble des deux carrières l'exploitant fait procéder à : <ul style="list-style-type: none">- un relevé annuel du niveau de la nappe ;- une analyse annuelle sur les paramètres suivants pH, MEST, DCO, hydrocarbures totaux, sulfates, chlorures, métaux lourds, chlore, bore, nitrates. Les résultats de cette surveillance sont communiqués à l'inspection des installations classées immédiatement en cas d'anomalie, et au plus tard le 1 ^{er} février de chaque année.
Constats : Des analyses ont été effectuées par la société SYPAC le 24 avril 2024. L'exploitant a contacté la société SYPAC afin de réaliser un nouveau prélèvement pour l'année 2025. Jusqu'à présent, deux essais ont été réalisés et se sont avérés infructueux en raison des

conditions météorologiques. Le piézomètre est sec ou boueux. Cela peut expliquer la concentration élevée de matières en suspension.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Épaisseur d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article III-9

Thème(s) : Risques chroniques, Épaisseur maximum + cote NGF

Prescription contrôlée :

L'épaisseur maximum d'extraction est de 13 mètres à 13,50 mètres.

Les cotes minimales NGF d'extraction sont de 95 m « aux Fours » et 94,80 m « aux 4 Arpents ».

Constats :

La carrière des Fours n'est plus exploitée et est en cours de remise en état.

À la carrière des 4 Arpents, l'épaisseur d'extraction est de 10 m environ. Le niveau le plus bas est de 103,17 m NGF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Front d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2004, article III-10

Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur maximum

Prescription contrôlée :

Les fronts d'exploitation auront une hauteur maximum de 5 mètres.

Constats :

À la carrière des 4 Arpents, les fronts d'exploitation ont une hauteur de 2 à 4 m.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Remblayage de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2020, article III-15

Thème(s) : Autre, Apports extérieurs

Prescription contrôlée :

[...]

Article III- 15 : Remblayage de la carrière

1) Carrière des 4 arpents : Apports extérieurs non autorisés

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne doit

pas nuire à la qualité du sol ni à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il est réalisé exclusivement avec les matériaux extraits du site (terres de découverte, matériaux non valorisables du site) chutes de pierres de l'usine sans apport extérieur.

2) Carrière des Fours : Apports extérieurs permis sous conditions

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne doit pas nuire à la qualité du sol ni à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il est réalisé avec les matériaux extraits du site (terres de découverte, matériaux non valorisables du site) chutes de pierres de l'usine et des matériaux inertes d'apport extérieurs admis dans les conditions suivantes :

Quantité totale estimée nécessaire par l'exploitant : au plus 75 000 m³ soit 127 000 t par an, dans la limite de 157 000 m³ soit 266 900 t de matériaux inertes extérieurs en 3 ans.

Les matériaux d'origine extérieure utilisés dans le remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux minéraux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont constitués de déblais de chantier à base strictement de terres et pierres naturelles issues de chantiers de terrassements préalablement identifiés afin d'exclure tout type de matériaux tels que bois, métaux, plastiques, papiers, etc. et garantir cette qualité. Ces matériaux relèvent des codes déchets suivants (article R. 541-7 du Code de l'environnement) :

Code déchet : - 17 05 04 Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse
- 20 02 02 Terres et pierres

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et utilisés dans le remblayage de la carrière.

L'exploitant s'assure et justifie :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets respectent au minimum les valeurs limites des paramètres définis en annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Un diagnostic de pollution des sols est fourni par le fournisseur de déchets inertes. Si le fournisseur ne possède pas de diagnostic de pollution des sols, l'exploitant lui demande la réalisation d'analyses avant d'admettre les matériaux.

L'exploitant procède également à un échantillonnage aléatoire sur certains chargements et systématique en cas de doute sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Dans ce cas le chargement est stocké en attendant les résultats d'analyses sur une aire dédiée.

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable susmentionnée.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant jusqu'au récolement de la carrière et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

L'exploitant tient à jour un registre d'admission sur lequel sont répertoriés, pour chaque chargement de déchets présenté :

- la provenance ;
- les quantités ;
- les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transports utilisés ;
- l'accusé de réception des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé jusqu'au terme de l'autorisation d'exploiter la carrière et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :

Un apport de terres et pierres naturelles est effectué par l'entreprise JAMET/PREJAM pour le remblayage de la partie de la carrière nommée « Carrière des Fours ». En 2022, ont été apportées 53 000 t et 44 000 t en 2023. En 2024, 24 000 t ont été apportées. Cela est inférieur à la limite de 266 900 t de matériaux inertes extérieurs en 3 ans consécutifs fixée par la prescription.

L'exploitant a indiqué que les matériaux font l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable, que les déchets ne proviennent

pas de sites contaminés et qu'ils respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

L'exploitant a présenté une DAP signée et fournie par la société JAMET/PREJAM avec le nom et coordonnées des éventuels intermédiaires, le nom et les coordonnées du transporteur, l'origine des déchets, le libellé et code des déchets ainsi que la quantité de déchets.

Deux contrôles aléatoires avec mesures des paramètres ISDI ont eu lieu le 1 janvier et 6 juin 2025.

L'exploitant a présenté un bon d'acceptation des matériaux inertes qu'il transmet à la société JAMET/PREJAM comprenant la quantité de déchets admise et la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

L'exploitant tient à jour un registre d'admission sur lequel sont indiqués pour chaque chargement : la provenance, la quantité, les caractéristiques des déchets, le numéro de DAP, le résultat du contrôle visuel.

Le contrôle visuel afin de vérifier la nature des matériaux est effectué à l'entrée du site sur une aire de stockage puis par bulldozer au moment du déversement.

L'exploitant a présenté un plan topographique où sont indiqués les zones remblayées ainsi que le plan d'avancement et quadrillage des zones de la société JAMET/PREJAM.

L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur le manque de stabilité de la verse et souhaite que le remblayage se poursuive par le bas pour limiter la hauteur de la verse.

La limite d'approche du camion apportant les terres doit figurer sur le terrain.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article III-16

Thème(s) : Autre, Interdiction d'accès

Prescription contrôlée :

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation ... Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre clôturé. Lorsque la carrière « des quatre arpents » sera en exploitation, des barrières seront implantées de part et d'autre du franchissement du chemin rural dit de Morintaux par la piste de carrière. Elles devront être refermées à chaque passage.

Constats :

À l'entrée de la piste menant à la carrière des Fours et à la carrière des 4 Arpents est présente une chaîne qui n'était pas déployée lors de la visite d'inspection. Aucun portail n'est présent à l'entrée de la carrière des Fours. Cela ne permet pas d'avoir une sécurité du site suffisante.

Une clôture solide et efficace est mise en place le long de la piste menant aux carrières ainsi qu'autour des zones dangereuses.

Des pancartes indiquant le danger ne sont pas apposées partout tout au long de la piste menant aux carrières. À l'entrée de la carrière des Fours a notamment été vu un panneau « accès interdit au public » au sol dans les herbes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra, dans un délai de 3 mois, mettre en place un portail à l'entrée de la piste menant à la carrière des Fours et à la carrière des 4 Arpents ainsi qu'à l'entrée de la carrière des Fours et s'assurer qu'après chaque passage, le portail soit refermé.

L'exploitant devra, dans un délai de 3 mois, mettre en place des pancartes indiquant le danger tout au long de la piste menant aux carrières ainsi qu'aux abords des zones de travaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2022, article 3

Thème(s) : Autre, Dépassement en S1, S2, S3

Prescription contrôlée :

[...]

Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site après exploitation en cas de défaillance de l'exploitant. Elles ne couvrent pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par les activités de la carrière et les installations, ni les engagements et obligations dus par l'exploitant au titre de la responsabilité environnementale.

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Pour chacune des périodes, le montant de référence des garanties financières TTC est établi comme suit :

Périodes	S1 (en ha)	S2 (en ha)	S3 (en ha)	Montant de référence C _R (en euros TTC)
4 jusqu'au 10/05/2024	2,35	4	0,67	266 009
5 du 10/05/2024 au 10/05/2029	0,65	1,17	0,15	75 836
6 du 10/05/2029 au 10/05/2034	0,69	1,31	0,12	82 934

Constats :

L'exploitant ne respecte pas les valeurs limites (S1, S2, S3) en particulier celle du paramètre S1.

Sur le plan des garanties financières de l'année 2024, le S1 est de 01ha 42a 73ca, le S2 de 01ha 78a 46ca, le S3 de 0ha 27a 15ca.

L'exploitant a indiqué son intention de déposer un projet de modification des garanties financières.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra, dans un délai de 3 mois, formuler un projet de modification des garanties financières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois